

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Région académique

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### *Maître d'Ouvrage*

Rectorat de région académique de Guadeloupe  
Parc d'activités la Providence – ZAC de Dothémare  
BP 480  
97183 LES ABYMES CEDEX  
Représenté par Monsieur le Recteur de Région académique

### *Objet du marché*

**Aménagement des futurs locaux de l'Inspection de l'Education nationale de  
Grande-Terre Nord à Richeval Morne à l'Eau**

### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : 25 février 2025 à 12h00 (heure locale)

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
2-1. Définition de la procédure	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots	3
2-3. Nature de l'attributaire	3
2-4. Sous-traitance	4
2-5. Conditions de financement relatives au marché	4
2-6. Délai d'exécution des travaux	4
2-7. Appréciation des équivalences dans les normes	4
<b>ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7. VISITE DE SITE</b>	<b>7</b>

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne :

**Les travaux d'aménagement des futurs locaux de l'Inspection de l'Education nationale de Grande Terre Nord à Richeval Morne à l'Eau.**

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** en application des articles 6 et 7 du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du Code de la commande publique.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 7 lots désignés ci-après :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Electricité
<b>Lot 2</b>	Menuiserie aluminium
<b>Lot 3</b>	Menuiseries intérieures – Cloisons légères – Faux plafond
<b>Lot 4</b>	Plomberie-sanitaires
<b>Lot 5</b>	Revêtements de sols et murs
<b>Lot 6</b>	Peinture
<b>Lot 7</b>	Climatisation - VMC

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- Soit avec une entreprise unique
- Soit avec un groupement conjoint avec un mandataire.

## **2-4. Sous-traitance**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. En application de l'article R 2193-1 du code de la commande publique, pour les sous-traitants désignés dans l'offre, elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Les prestations pour lesquelles la sous-traitance est envisagée devront être identifiées (document libre de déclaration ou formulaire DC4), ainsi que leur montant, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront sous la resp

## **2-5. Conditions de financement relatives au marché**

Le financement est assuré sur des fonds propres du Ministère de l'éducation nationale, BOP 214 investissement immobilier.

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement bancaire.

Les références du ou des comptes bancaires où les paiements seront effectués doivent être précisées dans l'acte d'engagement.

Le délai maximum de paiement ne peut excéder trente jours.

Pour tout marché ou toute tranche supérieure à 50 000 € HT et d'un délai d'exécution supérieur à 2 mois, une avance sera versée au titulaire, sauf renonciation de sa part, dans les conditions prévues par les articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à 2191-5 du CCP.

## **2-6. Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement. Il comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

## **2-7. Appréciation des équivalences dans les normes**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

### **ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

**L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).**

#### **3-1.** Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Les pièces graphiques architecte et techniques
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour chaque lot

#### **3-2.** Composition de l'offre à remettre par les candidats

**Le dossier à remettre par chaque candidat concernant le lot pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :**

##### **1°) Candidature :**

Sur la base des pièces produites, les candidatures seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

La candidature devra contenir les pièces suivantes :

- La lettre de candidature suivant le formulaire DC1 disponible à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Déclaration du candidat aux marchés de l'Etat dûment complétée et signée, imprimé DC2 à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Une attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation pour travail illégal inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L. 341-6, L125.3 du Code du Travail.
- La déclaration que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires dans le domaine des prestations auxquelles se réfère le marché sur les trois derniers exercices ;
  - La liste des références, chiffrées et datées, de moins de trois ans, pour des prestations similaires ;
  - Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à l'engager
  - Extrait de Kbis ;
- 
- Une attestation d'assurance en responsabilité civile et professionnelle en cours de validité

## 2-) Un dossier technique comprenant :

- L'acte d'engagement, entièrement complété par le représentant habilité de l'entreprise
- Les Cadres de DPGF à compléter ;
- Un mémoire Technique décrivant les moyens techniques, matériels et humains affectés aux travaux. L'entreprise devra indiquer :
  - o Les moyens humains qui seront affectés au chantier ;
  - o Les moyens techniques qui seront affectés au chantier ;
  - o Note méthodologique à la réalisation des travaux ;
  - o Organisation de chantier (plan d'installation de chantier, sécurité, traitement des déchets) ;

## **ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres de chaque candidat sélectionné seront analysées, les offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du Code de la commande publique seront éliminées.

À la suite de cet examen le Maître d'ouvrage pourra engager les négociations.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le Maître d'ouvrage.

Les critères d'attribution des marchés seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Prix	50 %
Valeur technique	50 %

Lors de l'examen des offres, le Maître d'ouvrage se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le Maître d'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

**NB : *La comparaison des offres s'opérera dans un premier temps, entre les offres conformes de la solution de base et dans un deuxième temps entre les options et variantes.***

## **ARTICLE 5. CONDITIONS DE REMISE DE L'OFFRE**

En application des articles L.2132-2 et R.2132-3d u code de la commande publique, les candidats remettront obligatoirement leur candidature et offre par voie électronique à l'adresse suivante : [immobilier@ac-guadeloupe.fr](mailto:immobilier@ac-guadeloupe.fr)

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande à [immobilier@ac-guadeloupe.fr](mailto:immobilier@ac-guadeloupe.fr)

## **ARTICLE 7. VISITE DE SITE**

Pour la visite du site, il convient d'adresser votre demande à [immobilier@ac-guadeloupe.fr](mailto:immobilier@ac-guadeloupe.fr)